Les tribunes du mois de mai 2023

La Madeleine que nous aimons

CONFIRMATION (1)

Le site d'information Lille Actu a fait paraître son palmarès des villes du Nord où il fait bon vivre. La Madeleine s'y classe en 8ème position. Une confirmation puisque nous vous annoncions dans le précédent numéro de Magdeleine le classement paru dernièrement dans le Journal du Dimanche et positionnant La Madeleine au 8ème rang des villes où il fait bon vivre sur les 648 communes du département du Nord.

CONFIRMATION (2)

À l'occasion du Conseil municipal du 12 avril dernier, l'opposition NUPES a confirmé qu'elle plaçait certaines associations madeleinoises sur une liste noire. Lors du vote des subventions aux associations, les élus NUPES ont en effet à nouveau refusé de soutenir financièrement le Centre de Culture et d'Animation l'ACOLJAQ - centre social Christian Janssens, la Volière et les Scouts unitaires de France et les guides et scouts d'Europe. Voilà bien la marque d'un mépris réitéré pour celles et ceux qui s'investissent au sein de ces structures, comme pour leurs bénéficiaires et leurs adhérents.

CONFIRMATION (3)

Lors du dernier conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale, l'opposition NUPES a voté, cette année encore, contre le budget primitif. Ce vote, ne peut évidemment susciter à nouveau que de l'incompréhension et même de l'indignation. Le CCAS oeuvre en effet au service des personnes en situation de précarité et des plus démunis, quel que soit leur âge, en les accompagnant et en les soutenant par le biais de diverses aides. Finalement, cette posture de l'opposition NUPES en dit long sur son rapport à la solidarité, une solidarité que le CCAS dispense dans ses actions au quotidien, concrètement et dans la proximité.

ADDICTION À LA DÉPENSE

Ça n'est plus une culture de la dépense qu'affiche l'opposition NUPES mais une véritable addiction. Pour preuve, lors du dernier conseil municipal, ses représentants ont proposé des amendements engendrant 220 000 euros de recettes fiscales en moins et 445 000 euros de dépenses en plus, soit un trou de 665 000 euros, ce qui correspond à 2,5 points de fiscalité. Or, la soudaineté et la violence des crises inédites auxquelles nous sommes confrontés doivent au contraire nous inciter à la vigilance budgétaire et à la prudence fiscale. L'incertitude et la complexité qui entourent actuellement toute gestion municipale commandent par ailleurs et plus que jamais le sérieux et la mesure. Tout le contraire des amendements de l'opposition NUPES. Une opposition qui, avec ses amendements, vient aussi confirmer sa méconnaissance des services et des équipements municipaux, de leur fonctionnement comme de leurs contraintes.

CO-CONSTRUCTION CITOYENNE

Le Conseil municipal a dernièrement entériné la création des référents cadre de vie, dont la mission est de concourir au maintien et à l'amélioration du cadre de vie madeleinois. Avec les citoyens vigilants et les ambassadeurs de la transition écologique, les référents cadre de vie ont vocation à constituer une véritable force citoyenne au service de la co-construction de la ville d'aujourd'hui et de demain.

RENDEZ-VOUS

Vous trouverez prochainement dans votre boîte aux lettres notre bilan à mimandat. Un document qui vient prouver que nous sommes bel et bien fidèles à nos engagements puisque nous avons d'ores et déjà réalisé ou engagé près de 80% du projet que nous avons présenté en 2020 ! Nous aurons aussi le plaisir de vous retrouver sur notre traditionnel stand solidaire au 213 rue du Général de Gaulle, lors du vide-grenier du dimanche 11 juin, puis lors des rendez- vous aux coins des rues de notre commune que nous organisons le samedi 17 juin après-midi. À bientôt sur le terrain !

« La Madeleine que nous aimons »
Groupe des élus de la Majorité Municipale

Agir pour l'avenir

BUDGET APRES BUDGET, LES PROJETS SONT ANNONCES PAR LA MUNICIPALITE, MAIS TROP PEU REALISES…

La Place du Marché mise en débat en 2017 et annoncée aujourd'hui en 2025, ou la rénovation des luminaires pour économiser l'énergie, lancée en 2019, mais qui ne sera finalement réalisée qu'en 2023 au plus tôt, ou le verdissement des cours d'école, voté en 2020 à grands renforts de publicité municipale, et pourtant encore « en cours d'étude ».

Chaque année, c'est ainsi seulement la moitié des projets d'investissement qui sont réalisés. Quand une majorité des familles ayant droits aux « boucliers énergie » du CCAS n'en bénéficient pas, que la Chaufferie Huet, qui a couté 6 M€, reste désespérément sous-utilisée par manque de moyens alloués, ou que de multiples associations créées sur la Commune ne trouvent pas le soutien nécessaire à leur développement.

AINSI, EN 2022 ENCORE, CE SONT PLUSIEURS MILLIONS D'EUROS QUI SONT NON-DEPENSES, POURTANT BUDGETES ET FINANCES PAR NOS IMPOTS.

Pour résultat, d'avoir une situation non maitrisée : depuis 5 ans, chaque année budgétaire se termine par des excédents croissants, sans usage planifié ou prévu, accrus encore par les ventes de patrimoine. Cet excédent a ainsi atteint 24,7 millions d'€ au 31 décembre 2022, soit un montant supérieur au budget de fonctionnement de l'année.

Les dépenses de sécurité, diverses, variées et non limitées (supérieures à 2 M€ par an et s'accroissant notablement chaque année, sans véritable bilan partagé), suffiront-elles à légitimer et utiliser cet excédent ? Que nenni !

Face à cette situation, nous, élus d'Agir pour l'Avenir avons proposé, lors du vote du budget 2023, des projets ambitieux : sur la fiscalité, les écoles, les jeunes, une maison des associations, la culture, l'achat de plusieurs hectares du SILILAM, etc.

Malheureusement, nous avons dû constater le refus par la majorité du Conseil Municipal de l'ensemble de ces propositions, et le maintien d'un budget qui, très probablement, se terminera une fois de plus par des investissements non réalisés et un excédent qui s'accroîtra encore.

IL EST TEMPS D'AGIR POUR L'AVENIR ! Plus d'infos : www.agir-avenir.org

« Agir pour l'avenir »

Le budget de résistance de la majorité confirme la poursuite aveugle de la bétonisation sociale et environnementale de notre commune et l'échec des politiques menées.

Bruno Pietrini